

## LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 10 décembre 2013

# Afrique-France, Hollande en gendarme et VRP

Pierre Barbancey et •  
Rosa Moussaoui

**Aujourd'hui s'ouvre à Paris le sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique. La France veut se repositionner sur les terrains économiques et militaires. En prônant la poursuite de politiques néolibérales tournant le dos au développement.**

Lors du discours qu'il avait prononcé à Addis-Abeba à l'occasion des cinquante ans de l'Union africaine, évoquant « *l'avenir de l'Afrique, l'avenir de la relation entre la France, l'Europe et l'Afrique, et donc l'avenir du monde* », François Hollande avait évoqué « *trois défis* » : la sécurité, le développement et l'environnement. Trois concepts, il est vrai, fortement liés mais dont il n'est pas certain que tout le monde y apporte la même définition.

Le président français et ses ministres jurent la main sur le cœur que « *la Françafrique, c'est fini* » (Sarkozy l'avait déjà dit) et exhortent à ne pas regarder en arrière, mais vers l'avenir. Un avenir que Hollande veut donc envisager sous le signe de « *la paix et la sécurité* » et qui sera au centre du sommet Afrique-France (l'inversion serait phonétiquement désastreuse !) qui s'ouvre demain à Paris.

Car « *la France est prête à travailler avec les Africains, pour renforcer les capacités d'action, pour doter les armées africaines des moyens de répondre à toutes les agressions* », insistait François Hollande.

On sait ce qu'il en est : intervention militaire française au Mali pour fêter la nouvelle année, intervention, encore, en République centrafricaine cette fois, à l'approche de Noël.

## Livre blanc sur la défense

Au-delà des déclarations, la France se repositionne en Afrique. D'abord militairement pour mieux asseoir son emprise économique. Le livre blanc sur la défense et la sécurité, rendu public le 29 avril, pérennise d'ailleurs un maintien global des crédits militaires.

Plus question donc d'un désengagement des troupes françaises basées sur le continent. Au contraire. La zone sahélo-saharienne, le golfe de Guinée et la Corne de l'Afrique deviennent des « *zones proches d'intérêt prioritaire* ». Quant aux diverses bases françaises, elles sont regroupées sous le vocable de « *points d'appui militaires en Afrique* » dans lesquels apparaît la « *zone Mali-Niger-Burkina Faso* », directement issue de l'intervention au Mali.

Comment parler d'indépendance d'un pays lorsque des troupes étrangères y sont positionnées ? Une attitude française qui explique en partie l'absence à Paris d'un certain nombre de chefs d'État africains, comme le Sud-Africain Jacob Zuma et le Rwandais Paul Kagamé.

Cette stratégie française s'inscrit dans les politiques de domination menées à l'échelle mondiale par les grandes puissances, en concurrence avec les pays émergents, à commencer par la Chine. À la guerre en kaki se superpose la guerre en col blanc en quelque sorte. « *• Dans nombre de pays qui composaient autrefois son pré carré, la France n'a plus la main sur le terrain économique et dans le domaine de l'extraction des richesses minières et énergétiques. De nouvelles élites africaines n'hésitent plus à jouer de la concurrence entre les grandes puissances et les pays émergents. D'où cette volonté de Paris de se repositionner dans une nouvelle configuration géopolitique, via l'implication militaire directe dans des conflits locaux •* », résume l'anthropologue Benoît Hazard, spécialiste de l'Afrique de l'Est.

## Dépendance économique

Mercredi, dans les salons du ministère des Finances, étroitement associé au sommet sur « *• la paix et la sécurité en Afrique •* », Pierre Moscovici, épaulé par l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, a déployé le volet concomitant : « *• Afrique-France, pour un nouveau modèle économique. •* »

Les quinze propositions formulées s'inscrivent toutes dans le cadre de politiques néolibérales que sont souvent contraints de mener les pays d'Afrique subissant des pressions politiques autant qu'économiques. Tout est résumé par cette phrase de Moscovici : « *• L'une des conclusions de ce rapport, c'est qu'il faut donner au secteur privé toute sa place, lui laisser davantage la parole. •* » Une façon de justifier la poursuite de politiques d'ajustement structurel qui depuis des décennies, sous la houlette du FMI et de la Banque mondiale, brisent les services publics, seuls points d'appui pour des politiques de développement au service des populations.

Dans tous les domaines, l'étau de la dépendance économique se resserre à mesure que le secteur privé, représenté par des multinationales occidentales, étend ses tentacules dans tous les domaines.

Les Africains ne veulent pas voir ces entreprises privées, sur lesquelles ils n'ont aucune prise, jouer le rôle de chevaux de Troie d'une colonisation version XXI<sup>e</sup> siècle. L'argent public français ne saurait servir à instaurer une tutelle militaire sur le continent africain, au profit de compagnies privées alors que les responsables politiques ne seraient que de simples VRP.

**Pierre Barbancey et •  
Rosa Moussaoui**, le 5 Décembre 2013.

**L'Humanité.fr**

<http://www.humanite.fr/monde/afrique-france-hollande-en-gendarme-et-vrp-554600>

<http://www.legrandsoir.info/afrique-france-hollande-en-gendarme-et-vrp.html>